

exécution, en 1957, du carrousel de la Gendarmerie royale.

Il convient de remercier sincèrement les autorités municipales, la Chambre, les marchands et toute la population d'Ottawa de leur travail et de la prévoyance dont ils ont fait preuve en aidant à faire de notre capitale, pour cette occasion, une ville qui ne le cédait à aucune autre au monde.

Passons maintenant à la question dont nous sommes saisis. J'ai dit déjà que je ne doutais pas que mes commettants d'York-Ouest fussent très heureux de m'entendre parler de leurs problèmes en tant que ces problèmes font partie de la réalité nationale actuelle. Selon le chef de l'opposition il n'y aurait pas grand avantage à tirer d'un examen des résultats des dernières élections. Peut-être est-ce exact du point de vue de ceux qui ont voté, mais j'en suis moins persuadé en ce qui nous concerne personnellement. Je suis au moins sûr d'une chose, c'est que le résultat des élections du 10 juin est attribuable à un revirement complet de l'opinion du citoyen ordinaire, de celui qui observait certains phénomènes alors que ceux-ci échappaient à ceux que préoccupait outre mesure l'examen de leurs bilans.

Pendant que le gouvernement tirait vanité de la hausse du produit national brut et des chiffres illusoire du commerce, pendant que d'autres contemplaient avec satisfaction la montée en flèche de leurs chiffres de ventes ou s'enorgueillissaient des réalisations nouvelles de leur bureaux d'études, d'autres, au contraire, les sourcils froncés, s'inquiétaient de la hausse de leur prix de revient ou de l'augmentation des impôts. Voilà certains des événements qui se passaient au Canada, voilà les choses que d'autres ont observées et, monsieur l'Orateur, ces choses n'ont pas été le fait d'un seul et même parti politique.

Tout d'abord, la Chambre des communes, fondement réel de notre démocratie, avait été reléguée au rôle de simple porte-voix pour les gratte-papier de l'administration qui ne savent rien des véritables désirs de la population; on ne se préoccupait pas de la détresse de nos vieillards aux prises avec la hausse continue du coût de la vie; on a fait unilatéralement obstacle aux provinces qui tentaient d'obtenir une juste répartition des recettes fiscales qui les aideraient à pourvoir à leurs services d'enseignement et à la mise en valeur indispensable à leur avancement; nous étions privés des moyens de nous renseigner convenablement sur la conduite de nos affaires extérieures, à tel point que nous n'avons même pas été consultés par nos meilleurs amis lorsque des mesures radicales étaient prises au Moyen-Orient.

Il ne s'agit pas de savoir, monsieur l'Orateur, qui avait tort ou raison à Suez, mais de ce qui s'est passé avant Suez. A vrai dire, la même rupture s'était produite dans les voies de communications avec notre voisin du sud, rupture qui nous a empêchés de nous prononcer sur des procédés d'enquête qui mettaient en cause les droits et le statut politique de nos propres citoyens.

La situation de notre commerce international allait de mal en pis; on continuait à accumuler notre blé de l'Ouest; le déficit à notre compte courant augmentait, et de plus en plus nos industries de base passaient à des étrangers du dehors. Voilà encore quelques-unes des réalités auxquelles on ne faisait pas face!

De fait, les placements américains au Canada dépassent aujourd'hui douze milliards. A qui prétendra que ce n'est pas trop, je dirai: n'oubliez pas que le Canada avait besoin de 914 millions de capitaux au premier semestre de l'année courante pour combler son déficit au compte courant avec d'autres pays. Sur ce montant, 790 millions ont été obtenus par des prêts à longs termes des États-Unis. Il n'y avait pas de quoi nous vanter. Un député actionnaire de sa compagnie est-il jamais allé voir un banquier pour demander un prêt lorsque son bilan accusait un déficit de milliers et de milliers de dollars, contrebalancé seulement par quelque emprunt à long terme dans la colonne de droite? Il aurait peu de garanties à offrir.

Ces problèmes ne se sont pas posés brusquement après le 10 juin. Ils étaient bien connus et bien divulgués par trois des principaux partis avant cette date-là et, si l'on a l'impression qu'on s'en est servi seulement pour se gagner des votes, je crois que cette impression peut être dissipée aujourd'hui, car nous constatons maintenant que même l'opposition reconnaît l'existence de ces problèmes. Lorsque notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures va en Californie ou ailleurs prononcer un discours, ou qu'il se rend à Presqu'île-Point pour parler des problèmes économiques du pays, et déplorer qu'on ne se rende pas compte de ce que le premier ministre a appelé: "l'absence de contacts entre les administrés et les dirigeants", où que ce soit, l'opposition semble maintenant comprendre que ces conditions existaient et ont surgi pendant qu'elle détenait le pouvoir.

Il a fallu deux guerres mondiales aux États-Unis pour venir à bout d'une situation semblable, à une échelle bien plus réduite. Nul ne veut obtenir d'avantage économique lorsque les autres souffrent; mais je me demande si nous n'en sommes pas rendus au point où, pour le cas où nous entendions conserver la haute main sur nos propres ressources, avoir la possibilité de le faire, nous ne